

UNIVERSITÉ DE BOURGOGNE

L1 Économie et Gestion

EXAMEN DE PRINCIPES ÉCONOMIQUES

Mickaël Clévenot

Durée : 2 heures

Documents autorisés : Calculatrice

Comment expliquer l'évolution actuelle de la consommation des ménages ?

Introduction

La consommation des ménages, qui représente environ 50% du PIB en France, est un élément central non seulement de l'activité économique mais aussi du bien-être social. Son analyse nécessite de mobiliser plusieurs concepts clés pour en comprendre les déterminants et les évolutions.

Au niveau économique, l'inflation, mesurée par l'INSEE comme la hausse générale des prix à la consommation, reflète la perte du pouvoir d'achat de la monnaie. Le pouvoir d'achat, défini comme le volume de biens et services qu'un revenu permet d'acquérir, est mesuré par l'INSEE comme le revenu disponible brut divisé par l'indice des prix. Pour affiner l'analyse, il est essentiel de distinguer les dépenses pré-engagées (loyer, assurances, abonnements...) du budget arbitral. Ce dernier, qui correspond aux dépenses sur lesquelles les ménages peuvent exercer un choix à court terme, constitue la véritable marge de manœuvre des consommateurs. Selon l'INSEE, la part des dépenses pré-engagées est passée de 27% du revenu disponible dans les années 1960 à plus de 35% aujourd'hui, réduisant d'autant le budget arbitral. Les frustrations qui peuvent naître chez certains ménages sont liées en partie à la réduction de ce revenu arbitral qui renvoie à une transformation de la norme de consommation. La consommation de masse demeure la norme alors que les exigences écologiques et les contraintes économiques poussent vers une sobriété plus contrainte que choisie, semble-t-il ?

I. L'adaptation conjoncturelle de la consommation : une analyse par les élasticités

a) L'élasticité-prix : comprendre les arbitrages immédiats

— Cadre théorique de l'élasticité-prix :

$$\eta_P = \frac{\Delta Q/Q}{\Delta P/P}$$

— Application aux données empiriques du Document 1 :

— Pour l'alimentation : comportements différenciés selon les produits

— Viande rouge : forte élasticité-prix négative

- Produits de base : faible élasticité-prix
- Manifestation dans les pratiques : « Le panier moyen ne compte plus que onze articles contre quatorze en 2020 »

b) L'élasticité-revenu : entre contrainte économique et normes sociales

[Partie précédente identique jusqu'à la viande rouge, puis :]

- Analyse contrastée des comportements alimentaires :
 - Viande rouge - résistance sociale à la baisse :
 - Dimension économique : baisse limitée (-1%) malgré revenu réel en forte baisse (-7,5%)
 - Dimension sociologique :
 - Statut symbolique dans le modèle alimentaire français
 - Marqueur de position sociale et de « bien manger »
 - Stratégies d'adaptation : maintien du principe, arbitrage sur la qualité
 - Légumes secs - forte élasticité négative :
 - Dimension économique :
 - Hausse de 6% malgré la baisse du revenu réel
 - Élasticité-revenu négative caractéristique d'un bien inférieur
 - Dimension sociologique :
 - Historiquement associés à une alimentation de « temps de crise »
 - Stigmate social de « l'alimentation du pauvre »
 - Récente revalorisation partielle :
 - Arguments nutritionnels (protéines végétales)
 - Dimension environnementale
 - Mais persistance des représentations sociales traditionnelles
 - Implications pour la théorie économique :
 - Les élasticités reflètent des constructions sociales :
 - Viande : élasticité faible par résistance culturelle
 - Légumes secs : élasticité négative par stigmate social et contrainte économique
 - Double mouvement de recomposition :
 - Économique : substitution vers des protéines moins chères
 - Social : tension entre normes traditionnelles et nouvelles valorisations

c) Des effets prix qui masquent une transformation des préférences

- Possible effet Giffen sur certains produits de base
- Disparition des effets Veblen :
 - Fin de la « consommation ostentatoire »
 - « Tout ce qui est à plus de 10 euros se vend moins bien »

II. Le rôle structurant de l'incertitude : une lecture keynésienne

a) De l'incertitude conjoncturelle à l'incertitude radicale

- Nature spécifique de l'incertitude actuelle :
 - La multitude des facteurs relevée dans le Document 1 :
 - « Hausse annoncée des impôts »
 - « Perspective d'une remontée du chômage »
 - « Situation géopolitique explosive »
 - Passage d'un risque probabilisable à une incertitude radicale keynésienne :
 - Impossibilité de quantifier les probabilités des événements futurs
 - Accumulation des sources d'instabilité
 - Perte des repères traditionnels de décision
- Basculement des anticipations :
 - « 47% des Français pensaient que leurs conditions de vie allaient se dégrader »
 - Extension des comportements prudents à toutes les catégories :
 - « Les ménages les plus modestes sont désormais rejoints par des populations qui ne sont pas au même niveau de difficultés »
 - « Les cadres ou les retraités, plus à l'aise financièrement »

b) Impact sur les comportements et mécanismes de réponse

- Préférence pour la liquidité keynésienne :
 - Augmentation de l'épargne de précaution
 - « Plus de la moitié (52%) affichait leur intention de réduire leurs dépenses »
 - Comportement rationnel au niveau individuel mais problématique au niveau collectif
- Modification des conventions de consommation :
 - Repli sur les « essentiels » : « Les gens vont à l'essentiel »
 - Nouveaux arbitrages : « du steak haché plutôt que de l'entrecôte »
 - Redéfinition des normes de consommation sous contrainte

c) Rôle attendu de l'État et tensions de l'action publique

- Nécessité d'une intervention publique :
 - Réduction de l'incertitude systémique
 - Protection du pouvoir d'achat
 - Garantie d'accès aux biens essentiels
- Contradictions à gérer :
 - Entre soutien à la consommation et transition écologique
 - Entre réduction des déficits et nécessité d'intervention
 - Entre urgence sociale et contraintes environnementales

III. Les transformations structurelles : entre contraintes et mutations sociétales

a) L'évolution structurelle des modes de consommation

- Analyse de Kindleberger des phases de développement :
 - Phase de nécessité : centrage sur les besoins essentiels
 - Phase de confort : diversification de la consommation
 - Phase de luxe : prédominance de la consommation discrétionnaire
- Retour forcé vers des comportements de nécessité :
 - Recentrage sur les biens essentiels : « Les gens vont à l'essentiel »
 - Part croissante de l'alimentation : de 16% à 16,9% du budget
 - Arbitrages sur la qualité plutôt que sur la quantité

b) La double contrainte écologique et économique

- Convergence paradoxale des contraintes :
 - Sobriété contrainte : « Avant l'inflation, 5% des individus disaient avoir changé de comportement de consommation pour aller vers plus de sobriété »
 - Sobriété subie : « Maintenant, tout le monde ou presque le fait, mais parce que l'on n'a pas le choix »
- Implications sanitaires et sociales :
 - Risques sur la santé publique : « Il y a des gens qui ne fréquentent plus du tout le rayon [fruits et légumes] »
 - Double peine pour les plus modestes :
 - Contrainte budgétaire immédiate
 - Dégradation de la qualité nutritionnelle

c) Dynamiques divergentes et inégalités croissantes

- Divergence des revenus :
 - « Durant la période d'inflation, les revenus du patrimoine – immobilier et capital – ont augmenté plus rapidement que les salaires »
 - « La propension à consommer des revenus financiers est plus faible que celle des gains d'activité »
- Creusement des inégalités de consommation :
 - Poids croissant des dépenses contraintes :
 - Logement : de 19,5% en 2000 à 22% aujourd'hui
 - Énergie : part croissante incompressible
 - Impact différencié selon les catégories sociales :
 - Compression des dépenses pour les plus modestes
 - Maintien relatif du niveau de vie pour les plus aisés

d) Vers un nouveau modèle de consommation ?

- Transformation des pratiques :
 - Généralisation des comportements d'économie
 - Redéfinition forcée des normes de consommation
 - Question de la durabilité des changements
- Enjeux systémiques :
 - Articulation entre impératifs écologiques et sociaux
 - Nécessité d'un nouveau modèle de développement
 - Question de la justice sociale dans la transition

Conclusion

L'analyse conjointe des élasticités et des transformations structurelles permet de comprendre la complexité des évolutions actuelles de la consommation. Au-delà des ajustements conjoncturels mesurés par les élasticités, c'est une transformation structurelle profonde du modèle de consommation qui est à l'œuvre.

Cette évolution soulève un paradoxe fondamental dans le contexte actuel. D'un côté, l'augmentation de l'épargne de précaution, illustrée par les comportements prudents des ménages face à l'incertitude (« 47% des Français pensaient que leurs conditions de vie allaient se dégrader »), pourrait conduire au « paradoxe de l'épargne » identifié par Keynes. En effet, si cette réduction de la consommation devient généralisée, elle risque d'enclencher un cercle vicieux récessif :

- Baisse de la demande globale
- Réduction de l'activité économique
- Augmentation du chômage
- Nouvelle baisse de la consommation

Pendant, cette analyse keynésienne traditionnelle se heurte aujourd'hui aux impératifs écologiques. La nécessité d'une transition vers des modes de consommation plus sobres pour répondre à l'urgence climatique entre en contradiction avec la logique de soutien à la consommation pour maintenir l'activité économique.

Cette tension révèle les limites de nos cadres d'analyse traditionnels et pose plusieurs questions cruciales :

- Comment concilier la nécessaire transition écologique avec le maintien de l'emploi et de la cohésion sociale ?
- Comment repenser les mécanismes de redistribution pour éviter que la sobriété ne soit uniquement subie par les plus modestes ?
- Quel nouveau modèle économique pourrait permettre de sortir de l'opposition entre impératifs écologiques et sociaux ?

L'enjeu majeur pour l'avenir est donc de dépasser ces contradictions apparentes pour inventer un modèle de développement qui soit à la fois écologiquement soutenable et socialement juste. Cela implique probablement de repenser en profondeur non seulement nos modes de consommation, mais aussi l'organisation même de notre système économique et social.